



PRÉFET DE L'EURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Eure

Service Eau Biodiversité Forêt / Pôle Territorial de l'Eau
Affaire suivie par Christian LEFEBVRE
Tél : 02 32 29 61 60
Mel : christian.lefebvre@eure.gouv.fr

Monsieur le directeur régional de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement de Normandie

Service mobilités et infrastructures
Pôle projets routiers n°3

Cité administrative
2, rue Saint-Sever – BP 86002
76032 ROUEN Cedex

**Courrier recommandé avec AR
n° 1A17666437095**

Évreux, le 20 octobre 2020.

Objet : Dossier de demande d'autorisation au titre du code de l'environnement.

P.J. :

- Avis ARS du 7 septembre 2020
- Avis DRAC du 30 septembre 2020
- Avis CLE SAGE Iton du 8 octobre 2020

Monsieur le directeur,

Votre dossier de demande d'autorisation environnementale au titre des dispositions du code de l'environnement (CE) concernant l'opération suivante :

RN 13 – Déviation Sud-Ouest d'Evreux – Section « Les Fayaux - Cambolle »

a été enregistré au guichet unique police de l'eau sous le **numéro 27-2020-00146 (20157)** à la date du **7 août 2020** et a été déclaré complet le **14 août 2020**.

Après examen sur le fond, **votre dossier a été jugé non recevable en l'état**, et vous trouverez en annexe, la **liste des compléments** nécessaires à son instruction.

Je vous invite à compléter votre dossier ou à me faire parvenir une note complémentaire afin de pouvoir le déclarer régulier.

Cette note pourra le cas échéant modifier certains aspects du dossier déposé et définir de nouvelles mesures compensatoires.

J'attire votre attention sur le fait que la régularité du dossier constitue une condition préalable pour sa soumission à enquête publique, conformément aux dispositions des articles R.181-34-1° et R.181-35 CE.

En application des dispositions de l'article R.181-16 CE, vous disposez d'un **délai d'un mois** à compter de la réception de ce courrier pour me faire parvenir ces éléments.

Le délai d'examen du dossier se poursuit et n'est pas suspendu par la présente demande de compléments.

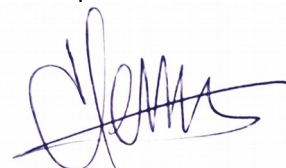
En marge de l'intégration des compléments demandés dans le dossier ou addenda à produire, vous voudrez bien me fournir :

- Un récapitulatif des réponses apportées à chaque demande formulée ;
- Une réponse indépendante à chaque avis formalisé (CLE du SAGE Iton, ARS, DRAC) qui vous sont adressés en pièces jointes, et qui puisse d'une part, être adressée en retour à chaque entité et d'autre part, être adossée à l'avis qu'elles ont émis.

En effet, ces avis et réponses seront joints au dossier d'enquête publique, et ce pour permettre une pleine lisibilité et compréhension de l'évolution du dossier en phase d'instruction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le chef du pôle territorial de l'eau,



Guillaume HENRION

ANNEXE

Dossier d'autorisation environnementale de la déviation Sud-Ouest d'Evreux

Demande de compléments

Cette demande porte sur les points suivants dans la pièce B intitulée « Dossier de demande d'autorisation environnementale ».

La pièce C intitulée « Etude d'impact » et les annexes au dossier devront être complétées en conséquence en prenant en compte les réponses apportées.

Pièce B – Dossier de demande d'autorisation environnementale

- **1) Mettre à jour les cartographies** en pages 10, 19 et 21 des figures 5 et 6 : Le fond de plan topographique de présentation du projet n'est pas à jour; en particulier le cartouche « diffuseur de Cambolle » est positionné en partie sur l'emplacement du centre hospitalier Seine-Eure qui n'apparaît pas, et le cartouche « demi-diffuseur de la RD 830 » est positionné sur une emprise dans un secteur désormais construit de la zone d'aménagement du Vallon Fleuri qui est directement desservie à partir d'un rond-point existant sur la RD 830.
Nb : cette remarque vaut également pour la figure 2 en p 6 de la pièce A du guide de lecture.
- **2) Mettre à jour de manière identique** les figures 8, 11 et 17, en pages 25, 29 et 37 notamment au niveau du bassin versant dit du « vallon de la Garenne qui est désormais urbanisé en grande partie sur le territoire de la commune de St Sébastien de Morsent.
- **3) Concernant les incidences milieu et en lien avec l'avis de la CLE du SAGE de l'Iton :**
 - Des compléments et rectifications doivent être insérés en pages 56 et 57 afin de présenter les **valeurs limites à respecter pour eaux pluviales traitées en sortie des bassins n°2, 3a et 3b après leurs rejets et dilution dans les bras de l'Iton.**

Le point 10.1.5.4 rappelle bien les objectifs de qualité des eaux superficielles, et précise que le SDAGE 2016/2021 ayant été annulé, c'est le SAGE 2009/2015 qui est actuellement pris en compte dans le dossier et donc les valeurs guides qui en résultent.

Le préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie avait d'ailleurs précisé les conséquences et suites à donner à cette annulation dans sa note technique avec annexes en date du 18 février 2019 adressée aux préfets de ce bassin.

Cette note pourrait utilement être ajoutée en annexe du dossier pour compléter l'information du public, afin de clarifier la manière dont le SDAGE en vigueur a été pris en compte concernant la qualité minimale requise pour les eaux en sortie de bassins qui est présentée au point 10.1.5.4.1.

Certaines valeurs limites de références issues de l'arrêté du 25 janvier 2010 actualisé, relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement **ont changé suite à l'arrêté modificatif du 27 juillet 2015**, notamment sur le paramètre cuivre, par rapport à celles qui étaient prescrites dans l'arrêté d'autorisation initial DDTM/SEBF/13/068 du 17 juin 2013 et dans l'arrêté portant prescriptions complémentaires DDTM/SEBF/2016/191 du 30 décembre 2016.

Les polluants spécifiques de l'état écologique et les normes de qualité environnementales (NQE) correspondantes à prendre en compte, dont les paramètres cuivre et zinc, sont listés dans le tableau 43 de l'arrêté du 25 janvier 2010 modifié.

Ainsi la NQE en moyenne annuelle (NQE-MA) d'eaux douces de surface qui est prise comme référence dans le dossier doit bien être **de 7,8 µg/L pour le zinc et de 1 µg/L pour le cuivre.**

Ces valeurs limites sont mesurées dans le milieu récepteur après dilution des rejets des bassins.

L'arrêté du 25 janvier 2010 modifié précise que pour les métaux et leurs composés, il est possible de tenir compte lors de l'évaluation des résultats obtenus au regard des NQE :

- de la dureté, du pH ou d'autres paramètres liés à la qualité de l'eau qui affectent la biodisponibilité des métaux, par exemple en utilisant un modèle de calcul de la fraction dissoute biodisponible de type BLM (Biotic Ligand Model). De tels modèles sont disponibles pour le cuivre et le zinc, dont les NQE correspondent aux conditions maximales de biodisponibilité ;
- des concentrations de fonds géochimiques naturelles.

Sur ces bases, le dossier doit démontrer l'absence de dégradation de la qualité des eaux de la rivière Iton du fait de la réalisation de la déviation Sud-Ouest d'Evreux et de ses rejets.

- A cette fin, suite à un jugement rendu en 2016 du tribunal administratif de Rouen, le maître d'ouvrage avait produit une note de calcul exposant les performances du traitement des eaux collectées par les bassins d'assainissement n° 2, 3a et 3b en phase d'exploitation avant leur rejet dans les bras dits « droit » et « du Gors » de la rivière Iton.

Il avait également produit à cette occasion une évaluation de l'incidence sur le bras dit droit de la rivière Iton de l'apport des eaux pluviales collectées par l'impluvium d'un tronçon du chemin Potier désormais rétabli durant la phase transitoire préalable à la mise en service de l'ensemble de la plate-forme routière définitive,

Ces documents justifiaient, pour le bassin n° 2, que la réduction du débit de fuite du rejet dans le bras « droit » permettait de respecter la valeur de NQE-MA fixée à 7,8 µg/L pour le paramètre zinc, qui était déjà prescrite à l'identique dans l'article 9-1 de l'arrêté du 17 juin 2013 précité.

La réduction du débit de fuite de ce bassin n'avait pas d'incidence sur sa capacité de stockage utile, du fait de son surdimensionnement effectif attesté par récolement dégageant une marge supplémentaire de stockage disponible de 251 m³ tout en conservant un temps de vidange acceptable pour cet ouvrage.

De même, pour ce qui concerne les bassins n° 3a et 3b, il était démontré dans ces documents qu'une adaptation de ces deux ouvrages consistant seulement en une réduction de leur débit de fuite vers le bras du Gors de la rivière Iton ne serait pas suffisante pour respecter les valeurs seuils de rejet.

C'est pourquoi l'association de deux ouvrages de post traitement de type filtres à sable implantés en sortie de ces deux bassins n°3a et 3b était nécessaire pour respecter la NQE-MA pour le paramètre zinc, tout en contribuant aussi à réduire la charge polluante des rejets sur les autres paramètres.

Ces propositions de mise en conformité des conditions de rejets des bassins n°2, 3a et 3b étaient également applicables au paramètre cuivre, et permettaient ainsi de respecter la valeur de la NQE-MA alors fixée à 1,4 µg/L.

La valeur de la NQE-MA étant **désormais fixée à 1 µg/L** (valeur d'ailleurs reprise dans l'arrêté DDTM/SEBF/2019-144 en vigueur pour le bassin n° 2 déjà en service), le maître d'ouvrage doit **fournir une note technique mise à jour justifiant du respect des valeurs seuils NQE-MA pour ces deux paramètres.**

Cette démonstration devra être établie conformément aux méthodes de calcul fixées par le référentiel scientifique du service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) quant à la méthodologie à suivre pour une estimation des charges de pollution des eaux de ruissellement issues des plate-formes routières.

Les documents de référence et la méthode de calcul théorique seront identiques à ceux déjà utilisés dans le dossier de demande d'autorisation initial en 2012, en l'occurrence la note d'information SETRA n° 75 de juillet 2006 et le guide technique SETRA 0738 d'août 2007 pour le traitement des pollutions d'origine routières – conception des ouvrages de traitement des eaux.

- Par ailleurs, les rejets de ces trois bassins **doivent être compatibles** avec les objectifs de qualité des eaux superficielles du plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Iton approuvé le 12 mars 2012.

En l'espèce, comme l'a souligné la CLE du SAGE de l'Iton dans son avis, le projet de déviation Sud-Ouest d'Évreux doit être **compatible avec la mesure MN-8 du PAGD**, qui est lui-même compatible avec les dispositions du SDAGE du bassin Seine- Normandie en vigueur :

MN-8 Définition des seuils et valeurs guide pour la qualité chimique des eaux superficielles

Afin d'atteindre le bon état chimique des cours d'eau tel que demandé par la directive cadre européenne sur l'eau, et constatant la grande sensibilité de l'Iton, notamment en période de basses eaux, la CLE décide de s'en tenir aux seuils en vigueur, soient les normes de qualité environnementales appliquées aux substances chimiques.

La CLE demande à tout aménageur de considérer les valeurs guide comme les références à utiliser lors de la définition du niveau de pollution du rejet envisagé.

Le maître d'ouvrage devra **en conséquence réviser la présentation de ces enjeux et seuils qualitatifs en pages 56 et 57 du dossier pour la bonne information du public**, de manière pédagogique afin que l'obligation de respecter les valeurs de références de l'arrêté du 10 janvier 2010 modifié en vigueur puisse être comprise sans équivoque.

La note technique mise à jour précitée devra être ajoutée dans les pièces annexes du dossier, avec un lien de renvoi au point 10.1.5.4.1 permettant de la consulter facilement.

Il serait également utile afin d'améliorer la bonne compréhension de cette présentation de rappeler que le bassin 2 est **déjà en service**, et autorisé par l'arrêté n°DDTM/SEBF/2019/144 portant prescription de mesures conservatoires et d'accompagnement durant la suspension des travaux de réalisation de la déviation Sud-Ouest d'Évreux.

L'article 2.2.2 de cet arrêté encadre les conditions de fonctionnement et de suivi conformément aux valeurs de références de l'arrêté du 10 janvier 2010 modifié en vigueur :

« - Suivi de la qualité des rejets du bassin n° 2

Les analyses devront être réalisées sur des échantillons moyens journaliers (prélèvements homogénéisés, non filtrés, non décantés) à partir de préleveurs automatiques réfrigérés.

Les prélèvements en sortie des bassins sur le débit régulé se feront sur 24h00 avec asservissement au débit.

Les paramètres à analyser sont précisés dans le tableau ci-dessous, à une fréquence semestrielle, au même moment que ceux sur l'Iton cités ci-dessus. Les valeurs limites inscrites sont celles dans le milieu naturel après dilution.

Paramètres	SEQ-EAU	Valeurs rédhitoires à ne pas dépasser en instantané
Température (°C)	<25 °C	
pH	6<pH<9	
MES (mg/l)	25	150
DCO (mg/l)	30	125
	NQE-MA	NQE-CMA
Oxygène dissous (mg/l O ₂)	6	
DBO5 (mg/l)	6	25
Zn (µg/l)	7,8	sans objet
Cr (µg/l)	3,4	
Cu (µg/l)	1	sans objet
Cd (µg/l)	0,25	1,5
Fluoranthène (µg/l)	0,0063	0,12
Benzo(a)pyrène (µg/l)	0,00017	0,27

- **4) Concernant les valeurs sur la qualité des eaux rejetées** indiquées dans les tableaux et les commentaires des points 10.3.2.5.1 et 10.3.2.5.2 en pages 151 et 152, une correction avec mise à jour doit être réalisée au regard des valeurs seuils de l'arrêté de 2010 et du fonctionnement amélioré des 3 bassins (débit de fuite réduit pour le bassin 2 et filtres à sable ajoutés pour les bassins 3a et 3b).

- Dans le tableau 31, intitulé « Rejets vers le milieu aquatique superficiel - 20 ans après la mise en service » [de l'infrastructure routière], les valeurs de concentrations moyennes annuelles en sortie des bassins de traitement sont strictement identiques à celle du dossier d'autorisation de 2012 (page 88) pour le zinc et pour le cuivre, alors que des dispositifs d'améliorations de la qualité de ces rejets après traitement sont pourtant prévus ; il faut expliquer pour quelles raisons en précisant s'il s'agit de valeurs avant ou après dilution dans l'Iton.

Les valeurs des objectifs de qualité des rejets qui sont indiquées sont erronées : 0,5 mg/L pour le zinc et 20 µg/L pour le cuivre.

- Dans le tableau 33 intitulé « Qualité des eaux de l'Iton après dilution du rejet - 20 ans après la mise en service » [de l'infrastructure routière], les valeurs de concentration résiduelles en moyennes annuelles sont strictement identiques à celle du dossier d'autorisation de 2012 (page 88) pour le zinc et pour le cuivre, alors que des dispositifs d'améliorations de la qualité de ces rejets après traitement sont pourtant prévus ; il faut expliquer ici encore pour quelles raisons. Les valeurs des objectifs de qualité des rejets qui sont indiquées sont erronées : 0,014 mg/L pour le zinc et 2,7 µg/L pour le cuivre.

Ces erreurs doivent être corrigées, car elles sont de nature à engendrer un doute sur le fait que la NQE-MA d'eaux douces de surface qui est prise comme référence dans le dossier pour garantir la qualité des eaux de l'Iton est bien **de 7,8 µg/L pour le zinc et de 1 µg/L pour le cuivre**.

En conclusion, il convient de :

- remettre les valeurs de rejet au cours d'eau en intégrant les dispositifs spécifiques mis en place en sortie de chaque bassin (et ne plus faire figurer les valeurs erronées relatives au premier dossier de 2013) ;
- indiquer en deux colonnes, valeurs après dilution dans le milieu et normes de qualité à respecter, pour bien mettre en évidence les résultats favorables obtenus ;
- remettre la bonne valeur pour le cuivre ;
- renvoyer tout tableau, calcul intermédiaire en annexe ;
- rajouter un schéma du bassin, dispositif complémentaire, bras de l'Iton et mettre un point correspondant à la valeur de la colonne pour visualiser la localisation des valeurs évoquées (ce type de visualisation avait du être produit auprès du tribunal pour simplifier l'appréhension du dossier) ;
- uniformiser les têtes de colonne des différents tableaux pour ne pas avoir d'ambiguïté sur le sens.
- reprendre le calcul d'incidence du rejet des bassins sur les bases suivantes :

Compte-tenu de la particularité de devoir respecter une valeur moyenne annuelle, il conviendrait en théorie de mener le calcul non pas avec un QMNA5 sur toute l'année, mais de prendre en compte les chroniques de débits mensuels sur la station de référence sur l'Iton (La Bonneville), rapportée au droit du site des rejets en fonction de la surface des bassins versants : cela serait pleinement représentatif du fonctionnement et de l'incidence réelle au milieu de la déviation.

Cependant, si l'on considère les années atypiques et le réchauffement climatique, l'application d'un calcul simplifié reprenant un étiage de 6 mois (mai-octobre) et une valeur de module sur le semestre restant, est à produire.

Concernant les hypothèses de teneur en amont du rejet et sur la base de constats, analyses récurrentes au-dessus de la norme de qualité, cette référence terrain ne peut donc être prise. Le calcul ne pourrait montrer qu'une faible incidence avec élévations de la concentration de quelques dixièmes de microgrammes mais resterait au-dessus du seuil.

En conséquence, le calcul doit donc être mené suivant une méthode autre en considérant un pourcentage théorique de la classe de bon état en amont. La reprise de la doctrine régionale des Installations Classées Pour l'Environnement pour la révision de leurs actes d'autorisation afin de les mettre en conformité avec le respect des objectifs de bon état de la directive cadre sur l'eau pourrait être utilement appliquée et permettrait ainsi de mesurer les seuls effets de la déviation.

• **5) Concernant les observations de l'ARS :**

- **Relative aux excavations interdites et aux dérogations**, il conviendra de rappeler que les interventions de ce type durant le chantier entrent dans le cadre de la rubrique 4 de l'arrêté de DUP du 16 janvier 2012 qui est joint dans les annexes du dossier : il suffit donc d'y faire référence avec un renvoi.

- **Relatives à la planification du chantier en PPR**, la réalisation des travaux en période de basses eaux de la nappe entre mai et novembre doit être privilégiée, car les prescriptions de l'article 6-5 de l'arrêté initial d'autorisation du 13 juin 2013 qui a été annulé seront reconduites, pour mémoire ;

« Article 6-5 Remontées de nappe

Dès que le niveau de la nappe sera à moins de 50 cm du fond de fouille et avec une tendance à la hausse, le chantier devra être arrêté sur les zones concernées dans un délai de 12 heures maximum.

Il sera stoppé jusqu'au retour à ce niveau et ce afin de préserver tout risque de pollution et de contamination de la nappe par des matières en suspension ou tout type de polluant.

Les travaux de fondation d'ouvrages d'art seront d'une manière générale interdits du 1^{er} décembre au 30 avril de chaque année dans les périmètres de protection de captages et dans les limites du lit majeur de l'Iton. » ;

Le maître d'ouvrage devra donc **impérativement** organiser un phasage des travaux en respectant ces mesures de protection des eaux souterraines destinées à l'alimentation en eau potable.

- Concernant la demande de relèvement du seuil de première alarme pour la déclencher à moins de 5 NFU, il n'a pas été enregistré de nouveaux éléments ou d'incidents depuis le début des travaux relatifs à la déviation en 2014.

Par ailleurs, le seuil de déclenchement de la première alarme est déjà fixé à 3 NTU dans le dispositif de suivi de la surveillance qualitative des captages d'eau et de gestion des anomalies, qui était prescrit par les dispositions de l'article 8-3 de l'arrêté du 13 juin 2013 précité.

Ce seuil de turbidité déclencheur d'alarme restera inchangé, pour mémoire ;

« Article 8-3 Suivi de la qualité des eaux des captages

Avant tout démarrage de travaux en périmètre de protection des captages, le maître d'ouvrage en informera le GEA, la DDTM et l'ARS. Il leur fournira le planning détaillé de ces interventions.

En phase chantier, la turbidité sera suivie en continu sur les eaux brutes des captages de Chenappeville et vallée de l'Iton (F5.6, F5.7, F8.1 et F8.2) et en entrée de l'UTEP pour assurer la prise de mesures adaptées en cas de hausse et franchissement des seuils définis ci-dessous.

En cas de détection sur plusieurs captages, c'est la mesure la plus défavorable qui engagera la procédure.

Valeurs seuils de turbidité et mesures à prendre

- **alarme : à 3 NTU ;**
- *arrêt du chantier : à 5 NTU ou si tendance à la hausse confirmée dans les 12h00 suivant le déclenchement de l'alarme ;*
- *arrêt automatique du captage concerné : à 10 NTU.*

Un suivi des hydrocarbures dissous et HAP devra être mis en place à fréquence bi-mensuelle en sortie de l'UTEP.

Communication des seuils

Le demandeur informera sans délai le SPE27 et l'ARS dès qu'il aura connaissance d'un niveau de déclenchement de mesures et fera respecter aux entreprises les mesures pré-citées et celles figurant au plan d'alerte et de secours.

Il mettra en place avant démarrage du chantier à l'attention du SPE27 et de l'ARS, un portail d'accès sur internet pour l'accès en continu des données relatives à ces forages, ainsi qu'aux niveaux de nappe. »

Le renvoi au plan de secours en vigueur de la collectivité prévoit bien le seuil d'alarme dès la valeur de 3 NTU. Il convient de l'annexer et d'y faire un renvoi.

- **Relatives aux nuisances sonores**, le maître d'ouvrage devra fournir des éléments sur les campagnes de mesures acoustiques après la mise en service de l'infrastructure routière, ainsi qu'un engagement sur la réalisation d'un bilan qui sera rendu public avec des actions correctives éventuelles dans le cadre du comité de suivi en place.

Cet engagement formalisé sera par ailleurs prescrit dans l'arrêté d'autorisation environnementale.

- **Relatives au volet étude air et santé** à réaliser selon la note technique du 22 février 2019 et le guide méthodologique sur ce volet des études d'impact routières dsu CEREMA, le maître d'ouvrage devra fournir les éléments de réponse aux observations de l'ARS relatives à des lieux vulnérables implantés dans la bande d'étude du projet.

Il devra expliquer sa position par rapport à l'absence d'une étude de niveau I pour les 12 établissements vulnérables identifiés d'après le guide méthodologique du CEREMA; vu la nature particulièrement sensible de ces établissements, et justifier pourquoi il n'y a pas eu de relèvement du niveau II au droit de ces lieux vulnérables.

- **6) Concernant l'arrêté de prescription d'archéologie** du préfet de région Normandie préventive n° 28-2020 400 du 30 septembre 2020 dans le cadre d'un aménagement par tranches successives, qui sera joint en annexe du dossier d'enquête, le maître d'ouvrage doit fournir toutes les informations utiles au respect de ces prescriptions préalablement au démarrage de chaque tranche de travaux, comme cela a été le cas sur les précédentes phases de diagnostic et fouilles menées sur ce chantier et qui pourraient être rappelés en annexe avec les éventuels arrêtés qui le prescrivait.
- **7) PGRI** : En parallèle et de la même manière que la démonstration de la compatibilité au SDAGE est présentée, il convient d'évoquer le **plan de gestion du risque d'inondation (PGRI)** 2016-2021 approuvé le 7 décembre 2015, (qui n'était donc pas concerné en 2013 lors de la première instruction) et le dossier doit justifier la compatibilité du projet de la déviation Sud-Ouest d'Evreux avec ce document de planification en particulier avec l'objectif 1.D.1 « Eviter, réduire et compenser les impacts des installations en lit majeur des cours d'eau ». Par ailleurs, certaines communes sur lesquelles la déviation s'implante font partie intégrante du Territoire à Risques Inondation d'Evreux et en lien donc avec la **Stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI)**. Tous les éléments peuvent être consultés sous :

<http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/strategie-locale-pour-le-tri-d-evreux-a696.html>